

# L'ECONOMISTE

TOWARDS  
EQUALITY



Entreprise Certifiée Qualité  
ISO 9001  
version 2015  
Système de Management de la Qualité  
certifié ISO 9001 version 2015 par  
BUREAU VERITAS MAROC

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

## Egalité, défis et solutions 14 médias mondiaux se mobilisent



Cette collaboration éditoriale unique démarre ce mercredi 8 Mars et se poursuivra tout au long de la semaine prochaine.

spark news

arte

The Asahi Shimbun

NATION

oelDiarioAR

oelDiario.es

FOLHA DE S. PAULO

صبح  
رأيت دوروز  
الجنة العوز  
فويذ فريدا

L'ECONOMISTE

L'Orient-Le Jour

LE TEMPS

ouest  
france

PUNCH

SRF IOVORIO

THE HINDU




**Editorial**

# Une opération exceptionnelle de 14 médias dans le monde

**S**i des progrès ont été réalisés au cours des dernières décennies, à travers le monde, les femmes et les filles ne bénéficient toujours pas pleinement des mêmes droits et des mêmes opportunités que les hommes.

De surcroît, les retombées sociales et économiques de la pandémie de Covid-19, le changement climatique et la remise en cause du droit à l'avortement dans certains pays ont marqué un recul de certaines avancées. La violence à l'égard des femmes reste endémique et va bien au-delà des cas internationaux (Iran, Ukraine, Afghanistan) qui continuent de faire la une des journaux. La discrimination et les préjugés sexistes imprègnent tous les aspects de nos sociétés, de l'éducation à la santé, de l'économie à la politique. À ce rythme, prévient l'ONU, il faudra peut-être près de 300 ans pour parvenir à une égalité totale entre les sexes au niveau mondial. Et si les classements réguliers font apparaître de fortes disparités entre les pays et les régions, il ne faut pas se leurrer: aucun pays du monde n'est en passe d'atteindre l'égalité des sexes d'ici à 2030. Les médias d'information jouent un rôle crucial. En dénonçant les atteintes aux droits



des femmes, mais aussi en mettant en lumière de nouvelles perspectives pour faire de nos sociétés un espace où les femmes peuvent vivre sans crainte de violence ou de discrimination. Pour

cela, les médias doivent offrir au public une vue d'ensemble. Cela signifie sensibiliser aux questions liées à l'inégalité entre les sexes, bien sûr, mais aussi inclure davantage de voix et de points de

vue de femmes, d'où qu'elles viennent, aller au-delà des stéréotypes sociaux et culturels et montrer comment les femmes peuvent aussi être de puissantes actrices du changement. C'est pourquoi, pour marquer la Journée internationale des droits des femmes, Sparknews invite 14 médias, dont L'Économiste, de différentes régions du monde à unir leurs forces pour couvrir les questions mondiales liées au genre et mettre en avant les femmes, les hommes, les ONG, les mouvements citoyens et les politiques qui s'attaquent à l'écart entre les sexes à leur niveau. Ces initiatives et ces histoires montrent que l'égalité femmes-hommes ne doit pas rester un rêve lointain. □

L'équipe Sparknews







# Au Maroc, le combat pour les droits des mères célibataires continue

**TOWARDS  
EQUALITY**

Depuis 38 ans, Solidarité féminine accueille et accompagne les mères ayant conçu un enfant hors mariage. Mises au ban de la société, elles sont considérées hors-la-loi au regard de l'article 490 du Code pénal marocain.

**A**ÏCHA Ech-Chenna, disparue le 25 septembre 2022, peut reposer en paix: les mères célibataires pour lesquelles elle s'est battue jusqu'à son dernier souffle trouveront toujours écoute et soutien à l'Association Solidarité féminine (ASF). Figure de la lutte pour les droits des femmes au Maroc, Aïcha Ech-Chenna avait fondé l'association en 1985. À ces

femmes pointées du doigt, l'association offre la possibilité de se reconstruire et de comprendre qu'elles ont le droit de vivre, avec leur enfant, dans la dignité et le respect.

«Comment une fille qui tombe enceinte suite à un viol ou à un inceste peut-elle être coupable?», demande Naïma Ame, présidente d'ASF. Solidarité féminine, ainsi que d'autres associations marocaines fondées plus récemment comme l'Institut national de solidarité avec les femmes en détresse (INSAF), ne cesse de dénoncer cette injustice. L'article 490 du Code pénal marocain contre lequel se battent ces associations punit «d'emprisonnement d'un mois à un an toutes personnes de sexe différent qui, n'étant pas unies par les liens du mariage, ont entre elles des relations sexuelles». L'avortement étant également interdit, elles sont bien souvent contraintes de mener leur grossesse à terme, d'accoucher dans la clandestinité et d'abandonner leur enfant.

Pour prévenir ce drame, Solidarité féminine a multiplié les campagnes de sensibilisation auprès des médias et des pouvoirs publics, au risque d'être accusée d'encourager la prostitution et les relations sexuelles hors mariage. Mais le plaidoyer de l'association a été entendu et elle a été reconnue d'utilité publique par décret en 2002. Ayant démarré son activité dans le sous-sol d'une association de défense des droits de la femme, l'ONG est aujourd'hui installée dans une bâtisse de trois niveaux, dans le quartier résidentiel de Palmier, au centre de Casablanca.

Tous les jours de l'année, l'association ouvre ses portes aux mères désespérées. L'équipe de Solida-



Pour faciliter la réinsertion des mères célibataires, des formations sont proposées notamment dans les métiers de la restauration et de la pâtisserie. L'ouverture de deux restaurants contribue à assurer leur indépendance financière ainsi que celle de l'association (Ph. Fadwa Alnasser)

rité féminine les met en confiance et leur propose un projet de vie digne. En plus d'un accompagnement psycho-social et d'une assistance juridique, elle offre des formations professionnelles et des emplois. Des programmes d'alphabétisation et de comptabilité sont également mis en place pour renforcer l'autonomisation de ces femmes. Et pendant qu'elles sont formées, leurs enfants sont accueillis dans une crèche du quartier avec laquelle Solidarité féminine a conclu une convention.

«J'ai eu de la chance de trouver Solidarité féminine», raconte Siham (le prénom a été changé). «J'ai été bernée par un homme qui m'avait promis le mariage. Quand il a su que j'étais enceinte, il a disparu dans la nature. Ma famille, considérant que je les avais déshonorés, m'a jetée à la rue. Une amie m'a donné l'adresse de l'association. J'ai pu bénéficier

d'un suivi durant ma grossesse et pu accoucher dans de bonnes conditions. J'ai également pu suivre un programme de formation.» Cinq ans après avoir contacté ASF, Siham subvient à ses besoins et à ceux de son fils grâce à son emploi dans une entreprise de restauration.

Selon Solidarité féminine, si des progrès ont été réalisés, il reste beaucoup à faire, notamment pour que les enfants élevés par des mères célibataires ne soient plus victimes de discrimination juridique et sociale. «En raison des modifications apportées au Code de la famille en 2004, la mère n'a plus droit au livret de famille car ce dernier est délivré uniquement dans le cadre du mariage», précise Naïma Ame. En effet, la procédure actuelle permet seulement d'inscrire l'enfant sur le registre d'état civil, sous le nom de sa mère ou d'un autre patronyme choisi dans une liste fournie par l'administration mais sans filiation paternelle. L'établissement de la filiation paternelle étant quasiment impossible, les enfants naturels n'ont pas de véritable statut. Et pour ajouter à cette injustice, ils seront, à cause de l'absence de la mention de la filiation, exclus des concours pour accéder à la fonction publique, ou par exemple la gendarmerie. «Ils sont destinés à être des citoyens de second rang», déplore Naïma Ame. □

Par Fatima EL OUAFI

L'ECONOMISTE



«C'est notre devoir de ne pas laisser tomber les mères célibataires et leurs enfants, personnes les plus vulnérables de la société marocaine», souligne Naïma Ame, présidente de l'Association Solidarité féminine (Ph. Fadwa Alnasser)

## Gérée comme une entreprise

L'ASSOCIATION compte 32 salariés et une dizaine de bénévoles qui supervisent les activités. Celle-ci est gérée comme une entreprise, avec un comité de direction, ce qui a permis à Solidarité féminine de se développer et d'assurer sa pérennité. L'indépendance financière a d'ailleurs toujours été le maître-mot dans l'esprit des membres de l'association. «Au-

jourd'hui, les donateurs sont là mais demain?», disait toujours Aïcha Ech-Chenna. Les caisses de l'association sont alimentées par l'argent rapporté par les différents prix décrochés par Solidarité féminine, les dons versés par des bailleurs de fonds privés et publics et surtout par les revenus tirés d'activités développées par l'ONG. Ainsi deux restaurants, un hammam,

une salle de sport, un salon de coiffure et des kiosques sont gérés avec succès par les mères célibataires. «Ces activités nous permettent de former les mères célibataires aux métiers de la cuisine, la pâtisserie, la coiffure, l'esthétique, la couture etc. afin de faciliter leur réinsertion sociale. Et notre association peut être autonome financièrement», ajoute Naïma Ame. □



## TOWARDS EQUALITY

# Kenya: Ces puits

Dans les régions kényanes frappées par la sécheresse, les puits de forage changent le quotidien des femmes. Ils leur fournissent l'eau dont elles ont désespérément besoin au plus près de chez elles, et leur évitent les longs trajets où elles sont exposées aux violences sexuelles.

IL est 8h30 du matin lorsque nous arrivons au nouveau projet d'approvisionnement en eau de Loosuk dans le village de Tingasap, à environ 30 kilomètres de la ville de Maralal dans le comté de Samburu. Des femmes font patiemment la queue pour pouvoir remplir leurs bidons d'eau. Parmi elles, Veronica Leakono attend depuis 30 minutes. Lorsque son tour arrive enfin, elle remplit quatre bidons d'eau de 20 litres. «Cela me suffira aujourd'hui pour mes tâches ménagères et abreuver mes quelques chèvres. Je suis contente d'être arrivée tôt, cela me donnera le temps de faire plus de choses à la maison».

Avant l'installation de ce nouveau système de forage d'eau, elle devait marcher 6 kilomètres aller-retour pour aller chercher de l'eau dans un autre village. C'était si loin qu'elle ne pouvait aller chercher que deux jerricans par jour. «Je devais partir de chez moi à 4 heures du matin pour me rendre au forage avant 5 heures du matin et éviter les longues files d'attente, se souvient-elle. Nous remercions Dieu pour ce puits. Il était attendu depuis longtemps, et nous sommes reconnaissants qu'il soit venu atténuer nos souffrances. Avant, je n'avais le temps pour aucune autre tâche, ni agricole ni ménagère, car je passais le plus clair de mon temps à aller chercher de l'eau».

La Croix-Rouge du Kenya, en collaboration avec l'Agence américaine pour le développement international (USAID), est responsable de ce projet qui vise à atténuer certains des effets des sécheresses récurrentes. Ici, les arbres n'ont plus que quelques feuilles vertes, les rivières se sont asséchées et des vaches et des chèvres visiblement affaiblies se rendent au point d'eau, suivies de près par des bergers. Les familles et les agriculteurs ne savent jamais s'ils auront accès à de l'eau potable pour leurs maisons, leurs champs et leur bétail. L'insécurité de l'eau est devenue une réalité pour les



Veronica Leakono porte un jerrican d'eau tirée au point d'eau de Loosuk, dans le comté de Samburu (Evans Habil) (Ph. DR)

sociétés pastorales et nomades. Dans la communauté Samburu, la responsabilité d'aller chercher l'eau incombe aux femmes. Les contrôles de routine effectués par l'Autorité de gestion de la sécheresse ont montré qu'au plus fort de la sécheresse de 2017, les femmes de certaines régions parcouraient plus de 15 kilomètres par jour pour trouver de l'eau, ce qui leur laissait peu ou pas de temps pour s'occu-

per des enfants, faire la cuisine ou mener d'autres activités. «Les jeunes mères et les filles parcourent de nombreux kilomètres à la recherche d'eau, ce qui les rend vulnérables aux violences sexuelles et sexistes. Les filles

manquent l'école, et les femmes n'ont pas le temps d'accomplir d'autres tâches parce qu'elles passent la majeure partie de leur journée à aller chercher de l'eau», indique Susan Leaduma, membre du comité qui gère le projet d'approvisionnement en eau.

Elle explique qu'elles sont souvent obligées de se procurer de l'eau dans un marécage local, ce qui présente des risques sanitaires dus aux maladies

consommé l'eau du marécage. Nous sommes heureux que le nouveau forage nous donne de l'eau propre, ce qui réduira considérablement les cas de maladies d'origine hydrique». Gabriel Letukei, secrétaire du comité chargé du projet d'approvisionnement en eau, convient que le nouveau forage améliorera les conditions de vie ici, en fournissant de l'eau à plus de 5.000 ménages répartis dans les villages de Tingasap et Loosuk. Il craint toutefois que le puits s'épuise si la sécheresse actuelle persiste.

Il explique que pour réduire les coûts au minimum, ils ont installé un système à énergie solaire pour pomper l'eau vers des réservoirs de stockage, qui seront placés dans des kiosques à eau installés à différents endroits dans les villages. Les habitants pourront ainsi s'approvisionner sans avoir à parcourir de longues distances.

Morris Anyango, responsable régional de la Croix-Rouge kényane, explique qu'ils ont formé des habitants sélectionnés pour qu'ils soient responsables des petites réparations du système d'approvisionnement en eau. Jusqu'à présent, son organisation a mis en place huit projets similaires dans le comté de Samburu, permettant à 25.000 habitants d'avoir accès à de l'eau potable. «Ces projets d'approvisionnement en eau contribueront également à la lutte contre les vio-



Les réservoirs d'eau du forage de Nyangaita assurent un approvisionnement ininterrompu (Ph. Sammy Lutta)

per des enfants, faire la cuisine ou mener d'autres activités. «Les jeunes mères et les filles parcourent de nombreux kilomètres à la recherche d'eau, ce qui les rend vulnérables aux violences sexuelles et sexistes. Les filles

hydriques - une situation aggravée par le fait que seule une personne sur dix traite son eau avant de la consommer. «De nombreux habitants, en particulier des enfants, ont souffert de maux d'estomac et de diarrhée après avoir



# qui changent la donne

lences sexuelles et sexistes à l'égard des filles et des femmes, assure-t-il, en écho aux propos de Susan Leaduma. De nombreux cas d'agression sexuelle et de mutilation génitale à l'encontre des filles se produisent tôt le matin ou tard le soir, aux moments où elles sortent pour aller chercher de l'eau.

Les forages peuvent également avoir d'autres impacts positifs. C'est le cas pour Margaret Esinyen, 45 ans, qui possède une petite ferme à l'intérieur de Katilu Ward, dans le comté de Turkana. En milieu de matinée, elle transpire déjà sous la chaleur étouffante, mais cela ne semble pas la déranger. «Sur ma ferme irriguée de 4.000 m<sup>2</sup>, je cultive des légumes très nutritifs comme le niébé,



le haricot mungo et le sorgho, explique-t-elle. L'eau est facilement disponible grâce à un forage à haut rendement». Ses légumes verts luxuriants détonnent dans ce paysage aride de fourrés secs parsemés d'acacias. Quelque 800.000 personnes du comté de Turkana

dépendent actuellement de l'aide alimentaire en raison de la sécheresse prolongée, mais Margaret Esinyen et sa famille de six personnes peuvent compter sur des repas décents grâce à ses légumes qui poussent rapidement. Elle s'est tournée vers l'agriculture parce que le bétail de la famille mourait à chaque fois qu'il y avait une sécheresse. «Chaque récolte prend trois mois, et j'en plante plus chaque mois, de sorte que lorsque mes enfants ont faim, je peux simplement cueillir les légumes et les cuisiner. Je vends le surplus aux hôtels, au marché local du centre de Katilu et dans la ville de Lokichar. J'utilise les revenus pour acheter des céréales et de la viande, et j'en garde une partie pour les troquer contre des frais de scolarité et des médicaments au cas où l'un de nous tombe malade». Elle a formé ses enfants pour qu'ils l'aident dans ses activités agricoles lorsqu'elle est occupée ailleurs. Ce projet de forage



La culture de niébé d'Ann Ekidor dépend du forage de Nyangaita pour son irrigation (Ph. Sammy Lutta)

a été mis en œuvre par l'organisation PanAfricare dans le cadre du projet Impact (Approche améliorée de la nutrition communautaire au Turkana) financé par le Fonds Bayer.

Margaret Akiru, qui cultive également ses légumes grâce à ce projet, raconte qu'avant septembre dernier, elle faisait partie des personnes touchées par la sécheresse alors que la région possède un énorme potentiel agricole. «La rivière Turkwel se

trouve à moins d'un kilomètre et les terres arables sont abondantes», dit-elle, mais sans possibilité d'acheminer l'eau jusqu'aux champs, les habitants n'avaient d'autre choix que de poursuivre le pastoralisme traditionnel, ce qui signifiait perdre leur bétail à cause de la sécheresse ou des bandits pendant les conflits armés. «Maintenant que nous avons un forage qui permet d'irriguer et de cultiver des légumes, nous espérons que les femmes des

plus de 300 familles vivant ici se lanceront dans l'agriculture. C'est un moyen fiable de lutter contre la malnutrition». Peter Outa, porte-parole de PanAfricare, explique qu'ils aident 800 personnes de la région à passer du pastoralisme à l'agropastoralisme; l'idée est qu'ils gardent leur bétail mais s'installent au même endroit maintenant qu'il est possible de cultiver de la nourriture. Jusqu'à présent, ils ont foré 10 puits dans des villages situés loin de la rivière Turkwel.

PanAfricare fournit également des semences gratuites pour des cultures à haute valeur nutritive qui arrivent à maturité en moins de trois mois. «Ces forages sont alimentés par l'énergie solaire et disposent de pompes à eau et de réservoirs de stockage, explique Outa. Cela a permis de transformer les fermes saisonnières en fermes capables de produire de la nourriture tout au long de l'année».

En partenariat avec le gouvernement du comté de Turkana, l'ONG s'efforce également d'améliorer l'accès à des services de santé de qualité et de fournir des informations qui permettront de prévenir et de traiter la malnutrition. □

Par Kamau MAICHUHIE  
et Sammy LUTTA

NATION

## Catastrophes climatiques

### Les catastrophes climatiques et d'origine humaine détruisent la planète et affectent la vie des femmes et des filles

En moyenne, une catastrophe entraînant

**115**

**MORTS ET DES PERTES DE 202 MILLIONS DE DOLLARS US**

a été enregistrée quotidiennement entre 1970 et 2019.

**LES FEMMES**, en particulier celles des communautés pauvres et marginalisées, sont touchées de manière disproportionnée.



#### BANGLADESH

Les catastrophes récurrentes, telles que les inondations, limitent la fourniture de services de santé reproductive dans les zones rurales et reculées.



#### BOTSWANA

Une étude a révélé que

**56%**  
**DES FILLES**

ont déclaré parcourir de plus longues distances que d'habitude pour aller chercher de l'eau.

#### SOMALIE

Lorsque les familles ont migré des zones rurales vers les zones urbaines en 2018-2019 à la suite d'inondations, de sécheresses et de conflits, les taux de scolarisation des filles ont chuté de **45% à seulement 29%**. En revanche, la scolarisation des garçons suite au déplacement est passée de **29% à 41%**.



Source: Rapport ONU Femmes «Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Gros plan sur l'égalité des sexes 2022»



## TOWARDS EQUALITY

# Les Libanaises brisent

Les Libanaises se taillent de plus en plus leur place dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes. Selon elles, le fait d'être une femme joue parfois même à leur avantage.

CHACQUE matin à 6h30, Nasab, Mariam, Nada et Hala prennent le bus au départ de Tripoli, dans le nord du Liban. Elles parcourent 80 kilomètres pour suivre des cours de menuiserie à Sin El Fil, à la périphérie de Beyrouth.

Après avoir cherché en vain un emploi dans les domaines qu'elles convoitaient, ces quatre vingtenaires ont décidé, il y a un an, de tenter leur chance dans la menuiserie, une profession traditionnellement réservée aux hommes.

Elles suivent leur formation à Warsh(ée) («chantier», en français), une initiative lancée par l'architecte libanaise Anastasia Elrouss après l'explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020.

«Nous les accompagnons dans un métier qu'elles n'auraient jamais envisagé d'elles-mêmes», explique Elrouss. «Nous les rémunérons durant la formation pour les aider à subvenir à leurs besoins et pour montrer à leurs familles qu'elles peuvent gagner leur vie grâce à ce métier».

D'après la Banque mondiale, la proportion de femmes actives au Liban était de 21% en 2021. À l'échelle internationale, cette proportion dépasse légèrement 50% pour les femmes, contre 80% pour les hommes.



Portant des lunettes et des écouteurs, Hala coupe un morceau de bois dans l'atelier de Warsh(ée) (Ph. DR)

### ■ Lutter contre les attentes de la société, au prix de quelques ajustements

«On s'est beaucoup moqué de nous lorsque nous avons commencé notre apprentissage, mais nous avons dépassé cette phase», raconte Hala, qui rêvait d'une carrière dans les forces de sécurité intérieure (FSI) avant de rejoindre Warsh(ée). «Les gens me demandaient souvent comment je pouvais porter du bois. Ce n'est pas si lourd que ça, et s'il y a une grosse pièce à transporter, nous la portons à plusieurs», explique-t-elle.

Nada, une diplômée en comptabi-

lité, était au chômage avant de commencer sa formation en menuiserie. «Les gens autour de moi ont ri de mon choix au début», dit-elle. «Mais quand ils ont vu le résultat de mon travail, ils ont commencé à apprécier ma menuiserie».

À Warsh(ée), l'atelier a été adapté à la petite taille de certaines des apprenties. L'enseignement est dispensé par des hommes, étant donné que la menuiserie a longtemps été une profession majoritairement masculine au Liban; mais les formateurs apportent un soutien indéfectible aux jeunes femmes qu'ils encadrent.

«Nos professeurs nous ont encouragées en tant que femmes à nous lancer dans la menuiserie. C'est un vrai métier et nous pouvons en vivre», affirme Nasab, diplômée en sciences sociales, au chômage depuis des mois.

Asmahan Zein, présidente de la Ligue libanaise pour les femmes dans les affaires (LLWB), a déclaré à L'Orient Today que «les femmes ont besoin que les hommes marchent à leurs côtés pour réussir». Et d'ajouter: «Nous ne pouvons pas valoriser les

**Selon la Banque mondiale, la proportion de femmes actives au Liban était de 21% en 2021. À l'échelle internationale, cette proportion dépasse légèrement 50% pour les femmes, contre 80% pour les hommes**

femmes dans le monde du travail si les hommes ne les apprécient pas à leur juste valeur et ne les soutiennent pas».

### ■ Les fruits d'un travail acharné et d'une politique de discrimination positive

Contre toute attente, certaines femmes ont rencontré moins de difficultés que prévu. Comme l'explique Asmahan Zein, «le milieu socioéconomique des femmes détermine si elles seront les bienvenues dans un secteur à prédominance masculine». Rosabelle Chedid est cofondatrice et directrice des opérations de C Green, une startup libanaise qui transforme la boue d'épuration en engrais naturels.

## Autonomisation financière et personnelle

L'APPRENTISSAGE du métier de menuisier a permis à ces jeunes femmes d'être plus autonomes, mais aussi de gagner de l'argent et de prendre confiance en elles.

Mariam, qui a abandonné l'école, est fière d'être «devenue financièrement indépendante» depuis qu'elle a commencé son apprentissage.

Pour Nasab, cette formation a renforcé sa confiance en elle et lui a permis de se prendre en main. «Avant, j'étais au chômage et je n'avais rien», confie-t-elle. «Je peux désormais faire ce que je veux. Mon rêve était de m'élever socialement ainsi que de connaître d'autres façons d'être et de faire. Dans mon milieu, l'homme est toujours favorisé, ici nous sommes toutes et tous égaux». □



L'atelier de Warsh(ée) à Sin El Fil (Ph. DR)




**TOWARDS  
EQUALITY**

# le «plafond de genre»

Elle affirme que «les portes se sont ouvertes pour les femmes dans tous les programmes». Elle attribue, en partie, cette évolution au fait que l'égalité des sexes est l'un des objectifs de développement durable des Nations unies.

Elle a remporté le concours Femme francophone entrepreneure (FFE) en 2019 grâce à sa startup. Cette compétition est destinée à encourager les femmes dans l'entrepreneuriat.

«Je ne crois pas au hasard, je crois au travail acharné, et à l'aide que nous recevons des personnes que nous rencontrons en cours de route», assure-t-elle. Elle affirme n'avoir subi aucune forme de discrimination ou de sexisme en tant que femme travaillant dans le domaine des sciences.

Malak Jomaa, une développeuse web, raconte une histoire similaire. Elle a suivi une formation de codage à SE Factory, une organisation basée à Beyrouth qui forme des programmeurs en herbe. «Je crois que j'avais plus d'avantages en tant que fille», dit-elle en riant. «Mes camarades de classe et mes professeurs ont vraiment tous soutenu. Un de mes enseignants m'a même dit que j'étais "une perle rare" parce que la parité hommes-femmes est encore



De gauche à droite, Hala, Nada et Nasab exposent fièrement certaines de leurs créations

loin d'être atteinte dans ce secteur et qu'il aimerait que ce soit davantage le cas».

Malak Jomaa travaille actuellement dans une entreprise norvégienne, au sein d'une équipe composée à parts égales de développeurs et de développeuses. «Je pense que le fait d'être une femme m'a donné un avantage à l'embauche. Mes compétences techniques étaient un plus, mais ils cherchaient surtout des femmes». Pour Rosabelle Chedid, les jeunes Libanaises doivent «faire le métier de leur choix». «Si vous êtes passionnée par votre tra-

vail, vous trouverez une solution pour relever tous les défis auxquels vous serez confrontée», assure-t-elle. Mais Asmah Zein est plus nuancée. «Toute femme travaillant dans une entreprise, quelle qu'elle soit, n'est pas appréciée à sa juste valeur tant qu'elle n'a pas prouvé qu'elle était surqualifiée pour le poste qu'elle occupe», déplore-t-elle. «Vous devez travailler deux fois plus dur [que les hommes]». □

Par Ghadir Hamadi & Zeina Antonios

**L'Orient-Le Jour**

Rosabelle Chedid est cofondatrice et directrice des opérations de C Green, une startup libanaise qui transforme la boue d'épuration en engrais naturels

## towards equality



Le 8 mars, lors de la journée internationale des droits des femmes, **14 médias internationaux** unissent leurs forces pour mettre en lumière les défis et solutions pour atteindre l'**égalité des genres** et construire des sociétés plus justes et durables.




**TOWARDS  
EQUALITY**

# Japon: Recherche femmes ingénieurs

Les universités nipponnes commencent à instaurer des quotas pour contribuer à la parité dans un domaine jusqu'ici dominé par les hommes.

«La flexibilité et la créativité sont rares dans des groupes composés du même type de personnes». Kazuya Masu est le président de l'Institut de technologie de Tokyo où les femmes ne représentent qu'autour de 13% du corps étudiant. L'université a décidé de lancer un système de quotas en 2024.

De plus en plus d'établissements universitaires japonais adoptent cette démarche pour assurer aux étudiantes en ingénierie une voie d'accès à ce domaine traditionnellement dominé par les hommes.

L'Institut de technologie de Tokyo a essayé par le passé de recruter davantage d'étudiantes, mais l'ingénierie n'a pas attiré plus de femmes pour autant. L'établissement espère remédier au problème à travers la mise en place d'un quota spécifique. En 2024, il permettra à 58 étudiantes de rejoindre la filière; en 2025, elles seront 143. Cela signifierait une hausse de 20% du nombre d'inscrites.

**Moins de 16% des  
380.000 étudiants en  
ingénierie au Japon**

Selon une enquête menée par le ministère japonais de l'Éducation, en 2021, 60.000 étudiantes étaient inscrites en ingénierie, soit moins de 16% des 380.000 étudiants en ingénierie au Japon. Il s'agit de la plus faible proportion de femmes dans tous les cursus universitaires du pays.

Le Japon est d'ailleurs à la traîne par rapport aux autres pays développés sur ce sujet. Selon l'Organisation de



Des étudiants en ingénierie à l'Université des femmes de Nara, le 25 avril 2022 (Ph. Nara Women's University)



Des lycéens lors d'une visite du campus organisée par le département d'ingénierie de l'université de Nagoya, à Nagoya, le 9 août 2022 (Ph. Université de Nagoya)

coopération et de développement économiques (OCDE), seulement 7% des étudiantes japonaises ont choisi de se spécialiser en sciences et en ingénierie en 2019, contre une moyenne de 15% pour l'ensemble des États membres de l'OCDE.

Derrière cette détermination à avoir plus de parité à l'université, il y a une prise de conscience chez de nombreuses entreprises du secteur désormais convaincues que plus de diversité entraîne plus d'innovation. Dans une étude publiée en 2016, la Development Bank of Japan montre, par exemple, que les brevets développés par des groupes de recherche comprenant des femmes rapportent 1,4 fois plus

de bénéfices que ceux conçus par des équipes exclusivement masculines.

L'enseignement supérieur a agi en conséquence. Comme l'université de Nagoya, qui dispose déjà d'un quota de neuf étudiantes pour son programme d'ingénierie sur l'année 2023. «Des ressources humaines diversifiées apportant des idées flexibles et de nouveaux points de vue sont nécessaires», indique l'établissement sur son site. «Nous sommes dans une phase où l'innovation disruptive est indispensable».

«Il y a une forte demande de la part d'entreprises qui disent vouloir embaucher des femmes diplômées en ingénierie parce qu'elles pensent que le point de vue d'une femme est important», explique Seiichi Miyazaki, di-

recteur du département d'ingénierie de l'université de Nagoya. Il ajoute: «On a un taux de recrutement d'à peu près 100% de ces étudiantes, mais elles sont peu nombreuses».

Miyazaki explique que le quota est appliqué dès l'examen d'entrée de l'université, sur recommandation. La sélection est fondée sur «divers critères, en plus des compétences académiques».

L'Institut de technologie de Shibaura en a fait de même pour ses examens d'entrée en filière ingénierie. L'université pour femmes de Nara a, elle, lancé sa faculté d'ingénierie en 2022 avec 45 étudiantes à temps plein. Beaucoup des femmes qui ont choisi d'y étudier ont déclaré, dans un sondage, qu'elles l'ont fait parce que c'est une université pour femmes et qu'elles pensaient s'y sentir «à l'aise».

L'université pour femmes d'Ochanomizu ouvrira quant à elle un département d'ingénierie en 2024. «C'est l'histoire de l'œuf et de la poule», résume un représentant de l'établissement sur la réalité des filières d'ingénierie. «Les étudiantes ne viennent pas parce qu'il y a beaucoup d'étudiants masculins. Nous devons donc créer d'abord des œufs pour changer le cycle». □

Par Hajime Ueno, Chika Yamamoto et Fumio Masutani

The Asahi Shimbun | Asia & Japan Watch